

## Communiqué des Comités Ingrid Betancourt

### 1.000 jours sans Ingrid Betancourt !

**Ce 19 novembre 2004, la franco-colombienne Ingrid Betancourt et sa collaboratrice Clara Rojas passeront leur 1.000ème jour en détention aux mains de la guérilla des FARC en Colombie.**

Avec elles, ce sont plus de 3.000 autres otages, civils ou militaires, détenus dans des conditions inhumaines, qui attendent leur libération depuis parfois sept, huit ans ou plus encore.

Ingrid Betancourt était déjà célèbre pour son engagement en faveur des droits de l'homme et pour sa lutte incessante contre l'injustice, la corruption et les narcotrafiquants. Depuis son enlèvement par les FARC le 23 février 2002, elle est devenue le symbole de tous les séquestrés de Colombie.

Qu'ils soient détenus par la guérilla, par les milices paramilitaires ou par d'autres groupes en marge de la loi, ce sont tous des personnes privées de leurs droits à la liberté, dans le plus grand mépris des Droits Humains les plus fondamentaux. Tout comme les 8.000 disparus ou les trois millions de personnes déplacées, ce sont les victimes, directes ou indirectes, d'une situation de guerre qui dure en Colombie depuis plus de 40 ans, et qui a plongé plus de la moitié de la population du pays dans une misère profonde qui ne fait que s'accroître.

Comme nous le rappelions le 23 février dernier, la très grande majorité des séquestrés, comme Ingrid Betancourt, sont des civils. Et puisque même la guerre a ses lois, il en est une que nous voulons rappeler avec force ici, tout comme l'ont rappelée à maintes occasions de nombreuses organisations internationales et l'Organisation des Nations-Unies : toutes les conventions internationales interdisent formellement de mêler des civils aux opérations militaires.

**C'est un message que nous voulons à nouveau adresser clairement aux Farc et à ceux qui les soutiennent : quelles que soient les justifications invoquées, LA PRISE D'OTAGES CIVILS EST INACCEPTABLE !**

En l'utilisant ouvertement et à grande échelle, les FARC et les autres groupes illégaux qui la pratiquent se placent en marge des lois universelles. Ils donnent ainsi des arguments à ceux qui, en Colombie ou ailleurs, les traitent d'organisations terroristes et se servent de ce prétexte pour violer, eux aussi, les Droits Humains les plus élémentaires, plongeant la Colombie dans une situation humanitaire dont récemment l'organisation des Nations Unies a dit qu'elle était la troisième plus grande catastrophe mondiale, après le Soudan et le Congo.

Depuis le 23 Février 2002, il ne s'est pas passé une journée sans qu'une ville ou un village dans le monde ne manifeste officiellement son soutien à notre action. Aujourd'hui ce sont 13 départements français, 4 régions françaises et belges et 1227 communes dans le monde qui ont choisi de nommer Ingrid Betancourt Citoyenne d'Honneur, au nom des 3.000 séquestrés et pour marquer leur soutien à son combat pour le rétablissement d'un État de Droit en Colombie.

Grâce à cette action – qui doit continuer – nous voulons démontrer à nos gouvernants et aux gouvernants des autres pays que leur opinion publique leur réclame de faire pression sur le gouvernement colombien pour l'amener à la négociation avec la guérilla et pour conclure avec elle un accord humanitaire permettant la libération de tous les séquestrés – premier pas vers une solution pacifique plus globale au conflit.

Malheureusement, en ce moment, les perspectives d'une solution pacifique semblent très éloignées ; au contraire, il se déroule dans le sud de la Colombie, loin des media, une vaste opération militaire – le Plan Patriota – conçu et mis en œuvre avec le soutien des Etats-Unis, qui met directement en danger la vie des otages dont on sait qu'ils sont détenus dans la région où l'armée colombienne prépare son offensive.

**Nous demandons instamment à nos gouvernements** de mettre tout en œuvre pour convaincre Monsieur le Président Alvaro Uribe d'envisager d'autres solutions que la guerre totale qui semble se préparer, et qui va immanquablement entraîner une tragédie encore plus atroce pour le peuple colombien.

**Nous demandons à nos élus** de trouver les moyens, au travers des gouvernements et des institutions qui ont maintenu des contacts avec la guérilla, de convaincre les Farc de mettre fin à la pratique des enlèvements et de libérer les civils qu'ils détiennent s'ils veulent, comme ils le prétendent, être considérés comme des combattants et non comme une organisation terroriste.

**Et nous demandons aux média** de continuer à soutenir nos actions ; en particulier nous demandons aux media français d'associer dans leurs messages quotidiens concernant les deux otages français détenus en Irak, leur compatriote Ingrid Bétancourt.

[www.betancourt.info](http://www.betancourt.info)